



# Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/C.5/47/1  
25 juin 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 112 de la liste préliminaire\*

## PLAN DES CONFERENCES

### Etat récapitulatif des conférences spéciales programmées pour 1993

#### Rapport du Secrétaire général

#### INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 46/190 du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-septième session et, selon que de besoin, à ses sessions suivantes, un état récapitulatif du nombre de conférences spéciales programmées et de leur coût, en ayant présente à l'esprit la limite de cinq conférences spéciales par an qu'elle a fixée dans sa résolution 40/243 du 18 décembre 1985 et confirmée dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986.

2. Comme suite aux demandes formulées dans plusieurs projets de résolution, l'Assemblée générale a été saisie, à sa quarante-sixième session, d'états d'incidences sur le budget-programme contenant des estimations des ressources nécessaires au titre des services de conférence, calculées sur la base du coût intégral, pour les trois conférences spéciales suivantes prévues en 1993 :

a) La Conférence des Nations Unies sur l'océan Indien, qui doit se tenir à Colombo (Sri Lanka) pendant 10 jours (les incidences sur le budget-programme figurent dans le document A/C.5/46/40);

b) La Conférence de plénipotentiaires pour l'élaboration d'une convention sur les privilèges et hypothèques maritimes (sous les auspices de

\* A/47/50.

l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation maritime internationale), qui doit se tenir à Genève pendant trois semaines (les incidences sur le budget-programme figurent dans le document A/C.5/46/66);

c) La Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dont on a supposé, aux fins du chiffrage des coûts, qu'elle se tiendrait à Genève pendant deux semaines (les incidences sur le budget-programme figurent dans le document A/C.5/46/58). Ultérieurement, par sa décision du 1er mai 1992, l'Assemblée générale a accepté l'offre de l'Autriche d'accueillir la Conférence à Vienne 1/. Les états des incidences sur le budget-programme sont récapitulés ci-après.

3. On trouvera à l'annexe du présent rapport des tableaux récapitulatif, pour chacune de ces conférences, le coût estimatif total des services de conférence, ventilés comme suit : documentation à établir avant la session, service des séances, documentation à établir pendant la session et documentation à établir après la session. Pour estimer les coûts, on s'est fondé sur les chiffres courants à la date où les états correspondants ont été établis. Le coût total des réunions préparatoires et des réunions régionales prévues en 1992, inclus dans ces états, figure aussi dans le présent état récapitulatif.

#### I. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OCEAN INDIEN

##### A. Demandes formulées dans la résolution 46/49

4. Aux termes des paragraphes 6, 9 et 12 de sa résolution 46/49 du 9 décembre 1991, l'Assemblée générale :

a) A décidé de convoquer la première phase de la Conférence des Nations Unies sur l'océan Indien à Colombo en 1993 ou à une date aussi rapprochée que possible, conformément à la résolution et en consultation avec le pays hôte;

b) A prié le Secrétaire général de désigner le moment venu le Secrétaire général de la Conférence et de prendre toutes les dispositions voulues, notamment d'ordre financier, pour convoquer la Conférence à Colombo, en consultation avec le pays hôte;

c) A prié le Secrétaire général d'inviter tous les Etats à participer à la Conférence, et tous les autres organes et organismes compétents à y assister en tant qu'observateurs;

d) A prié le Secrétaire général de fournir à la Conférence tous les documents voulus, conformément aux paragraphes 48 et 49 du rapport du Comité spécial 2/;

e) A décidé que le Comité spécial tiendrait une session de cinq jours ouvrables en 1992 afin de préparer les diverses phases envisagées pour la Conférence.

## B. Comité spécial de l'océan Indien

5. Le Comité spécial, en tant qu'organe chargé de la préparation de la Conférence, a tenu une session de cinq jours ouvrables à New York du 18 au 22 mai 1992. Le coût total des services de conférence correspondants avait été estimé à 283 500 dollars.

## C. Consultations préalables

6. Les consultations préalables se tiendront à Colombo pendant deux jours, avant l'ouverture de la Conférence qui durera 10 jours, conformément au paragraphe 12 de l'annexe de la résolution 35/10 C de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1980 (directives concernant les arrangements à prendre en vue des conférences spéciales). A cet égard, le Secrétaire général considère comme acquis que le Gouvernement du Sri Lanka, pays hôte, prendrait à sa charge les surcoûts directement ou indirectement attribuables à la tenue de la Conférence à Colombo plutôt qu'à New York, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1985.

## D. Conférence

7. Pour la Conférence, il faudrait assurer, dans les six langues officielles, l'interprétation des séances et la traduction de la documentation à établir avant la session (100 pages, 5 documents), pendant la session (125 pages, 15 documents) et après la session (150 pages, 1 document).

8. Le coût total des services de conférence à assurer pour la Conférence, si elle se réunissait à New York, est estimé à 570 100 dollars.

## II. CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES POUR L'ELABORATION D'UNE CONVENTION SUR LES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES (SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE)

### A. Demandes formulées dans la résolution 46/213

9. Aux termes du paragraphe 2 de sa résolution 46/213 en date du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a décidé qu'une Conférence de plénipotentiaires pour l'élaboration d'une convention sur les privilèges et hypothèques maritimes se réunirait à Genève pendant trois semaines, au cours du premier semestre de 1993, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation maritime internationale, pour examiner le projet de convention et mettre au point une convention sur les privilèges et hypothèques maritimes.

10. En outre, aux termes du paragraphe 3 de cette résolution, l'Assemblée générale a décidé ce qui suit :

- a) Tous les Etats seront invités à participer à la Conférence;

/...

b) Tous les membres de l'Organisation maritime internationale (OMI) seront invités à participer à la Conférence;

c) Les représentants des organisations auxquelles elle a adressé une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales convoquées sous ses auspices participeront à la Conférence en cette qualité, conformément à sa résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974;

d) Les représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans sa région participeront à la Conférence à titre d'observateurs, conformément à la résolution 3280 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1974;

e) Les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), ainsi que les organismes intéressés des Nations Unies, seront invités à se faire représenter par les observateurs;

f) Les organes intergouvernementaux dotés du statut consultatif auprès de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ou de l'OMI seront invités à se faire représenter par des observateurs.

11. En outre, au paragraphe 4 de cette résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de la CNUCED et le Secrétaire général de l'OMI de prendre les dispositions voulues, dans les limites des ressources existantes, pour que la Conférence puisse se réunir à Genève, de soumettre à la Conférence toute la documentation requise, y compris un projet de règlement intérieur, et de veiller à ce que la Conférence dispose du personnel, des moyens et des services nécessaires.

12. Enfin, au paragraphe 5, l'Assemblée générale a décidé que les langues de travail de la Conférence seraient celles de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions.

#### B. Conférence

13. Le coût total des services de conférence serait de 1 439 000 dollars.

### III. CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

#### A. Demandes formulées dans la résolution 46/116

14. Dans sa résolution 46/116 du 17 décembre 1991, l'Assemblée générale a décidé, conformément aux décisions adoptées par le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, que cette conférence se tiendrait à Berlin pendant deux semaines en 1993 1/; que le Comité préparatoire tiendrait trois autres sessions à Genève, dont deux en 1992 et une en 1993, que la première durerait deux semaines et les deux autres entre une et deux semaines chacune, si nécessaire, qu'il n'y aurait pas plus de deux

séances simultanées pendant les sessions du Comité préparatoire et qu'il ne serait établi aucun groupe de travail intersessions; que, conformément aux objectifs et aux dispositions de la résolution 45/155 de l'Assemblée générale, des réunions régionales seraient organisées pour chaque région qui le souhaiterait, dans le cadre institutionnel des commissions régionales ou avec l'aide de celles-ci, et que ces réunions seraient financées au titre des activités préparatoires de la Conférence. En outre, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'apporter toute l'assistance voulue au Comité préparatoire.

#### B. Réunions préparatoires

15. Les ressources nécessaires au titre des services de conférence pour les deuxième, troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire sont estimées à 2 100 600 dollars.

#### C. Réunions régionales

16. Il est prévu quatre réunions en 1992, qui se tiendraient au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et de la Commission économique pour l'Europe (CEE). Le montant global des ressources nécessaires au titre des services de conférence est estimé à 572 400 dollars, répartis comme indiqué dans l'annexe au présent document.

#### D. Conférence

17. Comme il est dit au paragraphe 2 c) ci-dessus, on est parti du principe, pour établir l'état des incidences sur le budget-programme, que la Conférence se tiendrait à Genève, siège de son secrétariat. Toutefois, vu la décision de l'Assemblée générale de tenir la Conférence à Vienne, conformément au paragraphe 5 de la résolution 40/243, il est entendu que le Gouvernement autrichien, qui a offert d'accueillir la Conférence, prendra à sa charge les coûts directement ou indirectement attribuables à la tenue de la Conférence ailleurs qu'au siège de son secrétariat.

18. On a également retenu les hypothèses suivantes :

a) La Conférence durerait 10 jours;

b) La Conférence serait précédée de trois journées de consultations;

c) Trois séances seraient organisées simultanément le matin et l'après-midi, soit six séances par jour. Les langues de la Conférence seraient l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. La documentation comprendrait 500 pages à établir avant la session, 400 pages à établir pendant la session et 150 pages à établir après la session.

Sur la base de ces hypothèses, le coût estimatif des services de conférence nécessaires pour les consultations préalables serait de 49 300 dollars. Les

coûts afférents à la tenue de la Conférence proprement dite seraient de 1 327 100 dollars. On trouvera à l'annexe du présent document la ventilation de ces coûts.

#### IV. RESUME

19. Sur la base des indications détaillées fournies ci-dessus, le coût estimatif total des trois conférences s'élèverait, à 3 336 200 dollars, ce chiffre se décomposant comme suit : Conférence des Nations Unies sur l'océan Indien, 570 100 dollars; Conférence de plénipotentiaires pour l'élaboration d'une convention sur les privilèges et hypothèques maritimes (sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation maritime internationale), 1 439 000 dollars; Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 1 327 100 dollars. Les réunions préparatoires et régionales et les consultations préalables devraient entraîner des dépenses supplémentaires d'un montant total de 3 005 800 dollars, qui se décomposerait comme suit : Comité spécial de l'océan Indien, 283 500 dollars; Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 2 100 600 dollars; réunions régionales liées à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 572 400 dollars; consultations préalables à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 49 300 dollars.

20. Il est signalé dans les états d'incidences que le projet de budget-programme inclut des crédits non seulement pour les réunions qui étaient déjà prévues au moment de son établissement, mais aussi pour celles qui pourraient être autorisées ultérieurement. Il est également indiqué que sur cette base, l'adoption du (des) projet(s) de résolution ne nécessiterait pas l'ouverture de crédits supplémentaires au chapitre 32 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993. Il faut en outre noter que les estimations susmentionnées, calculées sur la base du coût intégral, procèdent de l'hypothèse que les services requis ne pourront pas être assurés par le personnel permanent de l'Organisation. Toutefois, en attendant que les dates et lieux des activités préparatoires envisagées pour les conférences spéciales soient arrêtés définitivement en fonction de l'ensemble du calendrier des conférences, on continuera d'étudier les possibilités de financement des coûts correspondants.

#### Notes

1/ Le Gouvernement allemand, qui avait proposé d'accueillir la Conférence à Berlin, a par la suite retiré son offre.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 29 (A/46/29 et Corr.1).

Annexe

RÉCAPITULATION DES ETATS D'INCIDENCES FINANCIERES SOUMIS PENDANT  
LA QUARANTE-SIXIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE, INDIQUANT LE  
COUT DES SERVICES DE CONFERENCE POUR LES CONFERENCES SPECIALES  
PREVUES EN 1993

Partie I. Conférence des Nations Unies sur l'Océan Indien

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

Etat d'incidences	Objet	Service des séances	Documentation		Comptes rendus analytiques	Services généraux	Total
			Avant la session	Pendant la session	Après la session		
A/C.5/46/40	Comité spécial de l'Océan Indien, New York	50,2	12,5	18,8	35,4	166,6	283,5
	Conférence des Nations Unies sur l'Océan Indien Colombo (Sri Lanka)	127,2	117,5	154,2	171,2	—	570,1
Total							853,6

Partie II. Conférence de plénipotentiaires pour l'élaboration d'une convention sur les privilèges et hypothèques maritimes (sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation maritime internationale)

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

Etat d'incidences	Objet	Service des séances	Documentation		Comptes rendus analytiques	Services généraux	Total
			Avant la session	Pendant la session			
A/C.5/46/66	Conférence de plénipotentiaires pour l'élaboration d'une convention sur les privilèges et hypothèques maritimes (sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation maritime internationale), Genève	643,0	361,0	176,0	179,0	80,0	1 439,0



	Lieu de réunion	Date	Durée (jours ouvrés)	Nombre de pages de la documentation à établir			Langues	Nombre de séances par jour de travail	Coût des services de conférence (En dollars E.-U.)
				Avant la session	Pendant la session	Après la session			
Comité préparatoire <u>a/</u> (deuxième session)	Genève	Printemps 1992	10	200	200	70	6	4	792 000
Comité préparatoire (troisième session)	Genève	Automne 1992	10	150	150	70	6	4	672 600
Comité préparatoire (quatrième session)	Genève	Printemps 1993	10	150	100	32	6	4	636 000
Réunions régionales									
CEPALC	Santiago	1992	5	100	50	20	3 A, E, F	2	122 000
CEA	Addis-Abeba	1992	5	100	50	20	3 A, A <sup>1</sup> , F	2	122 400
CESAP	Bangkok	1992	5	100	50	20	4 A, C, F, R	2	208 000
CEE	Genève	1992	5	100	50	20	3 A, E, F	2	120 000
Consultations avant la Conférence	Genève <u>b/</u>	1993	3	-	-	10	6	2	49 300
Conférence de 1993	Genève <u>b/</u>	1993	10	500	400	150	6	6	1 327 100
Total									4 049 400

a/ La première session du Comité préparatoire a eu lieu à Genève, du 9 au 13 septembre 1991.b/ Dépenses calculées comme si ces réunions se tenaient à Genève.